

Articles

# Finance & Bourse

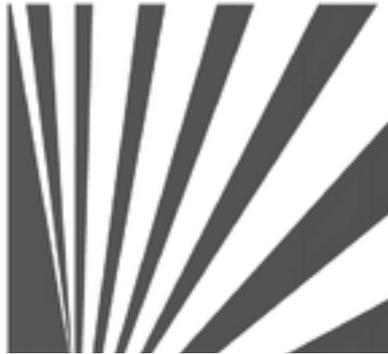
13 articles



Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023710496

Free

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter  
[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## **Finance & Bourse**

**Les Banques n'ont rien appris de la crise**  
**Croissance en baisse pour les Brics**  
**Pourquoi devient-on une cible ?**  
**Le recours à la planche à billets**  
**Finance internationale, un nouveau risque d'éclatement**  
**Quels sont les contours du nouvel ordre financier ?**  
**Le «vol des vautours»**  
**Un vrai «bing bang» financier**  
**L'effet catastrophe pour les PME, TPE**  
**Une colonisation économique à l'envers**  
**1 880 milliards de dollars de transactions par jour**  
**Subventions publiques : 7000 en ligne**  
**Capitalisation boursière, une forte dépendance étrangère en France**

### **Conditions d'usage libre de droits**

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## **LES BANQUES N'ONT RIEN APPRIS DE LA CRISE (2013)**

Depuis la faillite de Lehman Brothers en août 2008, il semble que le milieu bancaire ait renoué avec ses vieux démons. 63% des Américains ne s'y sont pas trompés en considérant que leur système bancaire n'a rien appris de cet épisode et reste aussi fragile qu'en 2009. Pour preuve, une finance de l'ombre qui a fortement augmenté pour atteindre les 632.6 trillions de dollars en juin 2013 (contre 507.9 en juin 2007) en jouant volontairement avec les contrats de produits dérivés sur les marchés non régulés. Les 6 plus grandes banques américaines affichent, de leur côté, des bilans encore plus hypertrophiés qu'avant la crise, du fait de la nature de leurs actifs qui s'élève à 9.6 trillions de dollars en juin 2013 (7.8 trillions \$ en 2007).

## **LES PARADIS FISCAUX SURTOUT POUR LES BANQUES ET MULTINATIONALES**

Alors que le monde politique évoque sans cesse de manière assez hypocrite la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, ce sont en fait les grandes banques et les multinationales qui en profitent le plus. Selon l'ONG CCFD-Terre solidaire, toutes les multinationales européennes détiennent des filiales dans les paradis fiscaux avec en moyenne, pour chacune d'entre elles, 117 filiales spécialisées correspondant ainsi à 29% de leurs filiales étrangères. En tout, les 50 plus grands groupes européens disposent de 5 848 filiales disséminées dans les paradis fiscaux dont, largement en tête, la Deutsche Bank avec 768 filiales.

### **. Paradis fiscaux préférés des européens avec le nombre de filiales provenant de groupes étrangers :**

943	Pays-Bas
791	Etat du Delaware (Etats-Unis)
557	Luxembourg
444	Irlande
374	Iles Caimans
358	Belgique
343	Autriche
283	Suisse
235	Jersey
234	Hongkong

Source : CCFD - Terre solidaire

### **. Entreprises européennes les plus présentes dans les paradis fiscaux en nombre de filiales :**

Deutsche Bank (All.)	768
Barclays (G.B)	345
Royal Bank of Scotland (G.B)	320
Allianz (All.)	290
Metro (All)	228
Volkswagen (All)	226
Lloyds (G.B)	221
BNP Paribas (F.)	214
Generali (I.)	203
Deutsche Post (All)	190

Source : CCFD - Terre solidaire

## **CROISSANCE EN BAISSÉ POUR LES BRICS (2013)**

Le retournement de la politique monétaire des Etats-Unis, laquelle avait ouvert en grand depuis 2008 les vannes de la liquidité afin de sauver le système bancaire américain et mondial d'une cascade de faillites, induit actuellement de nouveaux troubles financiers au sein des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et autres pays émergents. Depuis l'annonce de la fin de l'injection massive de liquidités de la part de la Fed (Banque centrale américaine), ainsi que la prévision d'une hausse de ses taux directeurs, de brusques mouvements de capitaux sont apparus sur l'ensemble de ces marchés. La posture de la Fed annoncée en juin dernier met un terme à la sous-évaluation artificielle du dollar. L'effet immédiat a été d'entraîner pour tous ces pays (sauf la Chine) une perte notable de change allant de 10 à 17% de leur valeur par rapport au dollar. D'autres effets secondaires sont attendus dans les prochains mois comme une prévision de croissance en baisse, le renchérissement du prix des importations, l'augmentation de l'inflation, l'assèchement du financement des entreprises et la mise en difficulté de nombreux groupes industriels et financiers (notamment indiens et turcs) qui ont emprunté en dollars à bas coût.

## **UN RETOUR BRUTAL À LA RÉALITÉ**

Alors que le commerce international a réduit de moitié son rythme moyen au cours des deux dernières décennies (3,6% en 2013), le PIB du monde développé subit également une faible progression de l'ordre de 1,2% selon les estimations conjointes du FMI et de l'OCDE. Il résulte de l'ensemble de ces indicateurs que les marges de manœuvres des politiques économiques sont actuellement épuisées avec, en plus, une restriction budgétaire qui ajoute à la faiblesse de l'activité générale. Sous l'angle des marchés boursiers, la fin de «l'argent facile» en provenance des banques centrales a commencé à provoquer un coup d'arrêt à la course aux rendements et à l'accoutumance au risque, que l'abondance de liquidités ont rendu possible durant plusieurs années. Il s'agit dorénavant pour toutes les bourses mondiales habituées à l'aisance monétaire mais déconnectées de la croissance et de l'emploi réel notamment en Europe, dans les pays émergents et au Japon, de subir un retour brutal à la réalité avec des ajustements radicaux.

## **LA PRÉVISION D'UN PROCHAIN KRACH OBLIGATAIRE**

Bien que toute la sphère financière et politique s'évertue en permanence à rassurer tout le monde, la période qui s'ouvre est jugée hautement périlleuse car totalement dépendante du pilotage de la politique monétaire américaine. Selon Bruno Cavalier, économiste d'Oddo Securities, «*La Fed n'est jamais sortie d'une politique monétaire extrêmement accommodante sans causer de graves dégâts*». Il est vrai qu'après 5 ans d'attitude généreuse, le bilan de la Fed a triplé pour atteindre plus de 3 000 milliards de dollars. Ce dernier revirement de la Fed associé au fait que celle-ci doit réduire progressivement ses achats d'obligations et de bons du Trésor - actuellement 1 000 milliards de dollars par an - est lié au fait que les signes de reprise se confirment et que les prix immobiliers se sont stabilisés sur le territoire américain annulant ainsi le besoin de peser sur les taux d'intérêt à long terme. Selon un récent sondage L'Expansion, 52% des économistes et gestionnaires de fonds français interrogés envisagent une remontée possible du risque systémique sur les banques pour 2014. C'est notamment la prévision d'un nouveau krach obligataire sur les marchés financiers tel que celui de 1994 qui obsède une majorité de spécialistes. Une situation générale instable que résume Bruno Colmant, ancien président de la Bourse de Bruxelles, en indiquant que «*Les Etats et les banques marchent main dans la main. Si dans le couple l'un vacille, il emporte l'autre dans sa chute. C'est un risque systémique au carré !*»

## **POURQUOI DEVIENT-ON UNE CIBLE ? (2012)**

Il semble que tout le système économique ait été conçu «*Pour faire la fortune de la sphère financière au détriment des Etats et des épargnants*» estime Christine Kerdellant, éditorialiste à l'Express. Selon elle, les marchés financiers et «*Les spéculateurs ne s'intéressent pas seulement à la dette en valeur absolue ni même, référence habituelle, au rapport entre la dette du pays et son PIB, c'est-à-dire entre la somme qu'il doit rembourser et la richesse qu'il produit annuellement. Ils jugent aussi son taux de croissance, sa volonté politique d'équilibre budgétaire (garante de non-endettement futur) et surtout la nature de ses*

*créanciers*». Il semble donc que ce soit la nature même des créanciers, ceux qui détiennent la dette : nationaux ou investisseurs étrangers, qui fait que les marchés financiers s'acharnent plus sur tel ou tel pays en souffrance de santé financière. Ainsi, on observe que plus l'épargne des pays endettés et/ou à faible croissance est détenue par leurs propres citoyens nationaux, moins les Etats sont exposés à la dureté des marchés et des spéculateurs. C'est le cas, par exemple, du Japon dont la dette publique est la plus importante des pays industrialisés (199,6% du PIB en 2010) mais avec des épargnants nationaux qui en détiennent 94,4%. A l'inverse, lorsque la dette est majoritairement détenue par des investisseurs étrangers, alors là le couperet tombe comme c'est le cas pour la Grèce, l'Italie ou le Portugal. La France est à la limite avec seulement 33% d'épargnants nationaux.

**. Niveau d'endettement avec, entre parenthèses, la part de la dette publique détenue par des investisseurs étrangers (base 2010) :**

Japon	199,6%	(5,8%)
Grèce	142,8%	(71%)
Italie	119%	(45%)
Etats-Unis	91,5%	(53%)
Portugal	93%	(85%)
Allemagne	83,2%	(69%)
France	81,7%	(67%)
Royaume-Uni	80%	(28%)

Sources : Feri, Natixi, OCDE

**LE RECOURS À LA PLANCHE À BILLETS (2011)**

Depuis le début de la crise survenue en 2008, les banques centrales distribuent des liquidités aux établissements bancaires sans créer conjointement d'inflation. Le contraire d'une hypothèse défendue par Milton Friedman, Prix Nobel d'économie, qui affirme que l'augmentation de la monnaie se traduit forcément à terme par une hausse généralisée des prix. Ce phénomène ne s'est pourtant pas encore produit alors que, par exemple, la masse d'euros sous forme de billets et de réserves dans les bilans des banques a grossi de l'ordre de +10% par an en France et +12% aux Etats-Unis. Dans ce contexte relativement favorable, les Etats peuvent ainsi utiliser la planche à billets pour combler leurs déficits, rembourser la dette, voire augmenter les salaires. Pourtant, alors que dans les années 70, le recours aux DTS (droits de tirage spéciaux) dopait le prix des biens et des services tout en augmentant les salaires, la politique monétaire actuellement menée fait plutôt l'affaire des rentiers de l'immobilier et de la Bourse. Selon Jean-Pierre Petit qui préside Les Cahiers verts de l'économie, *«Les facilités de crédit sur fond de baisse des taux d'intérêt font gonfler deux bulles au grand bénéfice des épargnants et des propriétaires»*. En fait, constatant que lorsque les bulles éclatent elles se reconstituent très vite (regain boursier en 2009), les sociétés occidentales en sont arrivées maintenant à faire coexister 2 types de surendettement : l'un public et l'autre privé !

**REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRE STAGNATION DES SALAIRES**

Alors qu'en économie comme en chimie *«Rien ne se crée et rien ne se perd mais tout se transforme»* selon le fameux principe de Lavoisier, tout fonctionne comme si les Etats drogués aux déficits indolores avaient choisi la fuite en avant. Avec une dette publique remboursée, en partie, par la planche à billets, la plupart des gouvernements ont pris l'option de continuer sur cette pente très profitable pour eux, tout en laissant stagner volontairement les salaires, obligeant ainsi les ménages à emprunter, à prendre de nouveaux crédits (donc à se surendetter) et/ou à puiser dans leur épargne pour consommer et investir. La dernière invention monétaire mise en place par l'administration américaine est celle du QE (quantitative easing), une astuce qui consiste pour le Trésor à émettre des emprunts d'Etat par milliards pour financer ses dépenses alors que l'autorité monétaire les achète (avec la planche à billets) pour les mettre dans ses coffres. En trouvant preneurs, les dollars se retrouvent ainsi en masse sur les marchés financiers et bancaires et donc ne se dévaluent pas.

**. Taux de création monétaire en croissance annuelle de 1990 à 2010 avec indication, entre parenthèses, du taux d'inflation moyen :**

Danemark	+16%	(+2,1%)
Royaume-Uni	+13,5%	(+2,9%)
Etats-Unis	+12%	(+2,7%)
France	+10%	(+1,8%)
Canada	+8%	(+2,1%)
Allemagne	+7%	(+2%)
Japon	+6,5%	(+0,4%)

Source : Natixis

### **LES EFFETS DE LA GUERRE DES MONNAIES**

Aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni, le raisonnement est implacable en partant du principe qu'il faudra 2 ou 3 ans avant que la consommation intérieure ne redevienne un solide moteur de l'activité. Il faut donc, en attendant, jouer sur d'autres leviers en privilégiant notamment la sous-évaluation monétaire. Selon Ben Bernanke, président de la Fed, le message est clair : «*Les actions monétaires peuvent avoir des effets puissants sur l'économie*» confirmant ainsi que l'arme monétaire peut être un instrument antidéflation puissant. C'est l'une des raisons qui explique pourquoi la stratégie actuelle pour le dollar, la livre sterling mais aussi le yuan chinois, consiste à jouer l'affaiblissement à court terme afin de compenser le départ des capitaux internationaux vers les pays émergents (Brésil, Inde, Thaïlande, Taïwan, Corée du Sud...) mais aussi pour compenser la relative atonie de leurs marchés intérieurs. En jouant ainsi perso, l'objectif de chacun de ces pays est de favoriser un volume d'exportations beaucoup plus important, gage de regain de compétitivité.

### **UNE RAISON MAJEURE DE LA HAUSSE DES PRIX**

A cet égard, la leçon de la crise de 1929 et des années suivantes est édifiante en observant que tous les pays qui ont voulu garder une monnaie forte sont sortis bons derniers de la crise. Ce risque est fort probable pour la zone Euro dont la monnaie joue le yo-yo entre 1,20 et 1,40 dollar servant ainsi de variable d'ajustement à l'ensemble du système monétaire international. Une situation qui engendre par ailleurs l'austérité et qui réduit fortement la visibilité des entreprises en freinant leurs projets de développement. Le Japon est également concerné par ce type de risque avec un yen qui s'est fortement apprécié ces derniers mois (+40%) en devenant la monnaie la plus surévaluée des grandes devises. Le fait que le dollar soit sous-évalué en tant que monnaie de référence pour le commerce mondial et comme instrument de réserve pour les banques centrales induit également des conséquences directes potentiellement désastreuses. D'abord, parce que cela renchérit le coût des matières premières du fait qu'il existe une forte corrélation entre le prix des ressources naturelles et le niveau du dollar. Ainsi le cours du baril de pétrole, celui de l'or et des métaux rares, s'envole dès que le billet vert flanche. La hausse des autres prix suit dans la foulée. C'est également le cas sur le front monétaire en créant des vagues de protectionnisme dans la plupart des grands pays, multipliant ainsi les dévaluations compétitives sur le modèle des années 30...

### **FINANCE INTERNATIONALE, UN NOUVEAU RISQUE D'ÉCLATEMENT (2010)**

Alors que la Coface prévoit un scénario de reprise molle pour 2010, son président François David, s'inquiète du fait que «*Les bulles se reforment à une vitesse stupéfiante*». Selon lui, il existe un risque potentiel d'éclatement de 3 nouvelles bulles spéculatives pouvant entraîner à terme «*Une rechute qui frapperait de nombreuses entreprises amoindries par deux années de sous-activité*». Le retour de la croissance mondiale qui provient pour l'essentiel des pays émergents (Chine, Inde, Brésil) n'est nullement exempt des effets pervers de la spéculation dans de nouveaux domaines comme l'énergie et le développement durable «*A qui on raconte de jolies histoires aux investisseurs jusqu'à des valorisations excessives*». De fait, les places boursières (notamment dans les bourses émergentes) et les prix des matières premières sont repartis à la hausse avec des acteurs financiers qui n'ont pas vraiment tiré les

leçons de la dernière crise. Même avis de la part de Jérôme Cazes, directeur général de Coface, qui constate que «*Les liquidités s'affolent et se ruent sur les actifs*».

## **UN TROP PLEIN DE LIQUIDITÉS**

Du fait que les Etats ont déversé près de 2 000 milliards de dollars sur l'économie mondiale (en alimentant la bulle géante des emprunts d'Etat) et que les banques centrales ont également largué des flots de cash sur le système financier via l'injection de liquidités et la baisse conjointe de leurs taux d'intérêt, aujourd'hui «*La liquidité croît encore plus vite qu'avant la crise*» comme le constate Patrick Artus de Natixis. Toutefois ainsi que le suggère Sebastian Paris-Horwitz, directeur de la stratégie chez Axa IM, «*Tous les marchés haussiers ne sont pas des bulles. Pour cela, il faut deux éléments qui ne me semblent pas encore entièrement réunis : une grave déconnexion entre le prix du bien sur le marché et sa valeur réelle, et l'installation d'un sentiment d'euphorie autour du marché concerné*». Il est vrai qu'actuellement le mécanisme de contagion à grande échelle comme celui de la titrisation des subprimes n'existe pas. Pourtant, il n'est pas moins observable sur les marchés financiers que de petites musiques hypnotiques recommencent à se faire entendre indiquant ici que «*L'impossible peut devenir crédible*» ou encore là que «*Cette fois-ci, c'est différent*». Une tendance à «*l'exubérance irrationnelle*» qui, comme l'ont justement noté les économistes Kenneth Rogoff et Carmen Reinhart, sont des signes précurseurs en matière d'éclatement de bulles. Ce qui est sûr, «*C'est que les bulles actuellement en formation finiront un jour ou l'autre par exploser*» prévient Nouriel Roubini, l'économiste américain qui avait prédit dans le détail la crise des subprimes.

## **3 FRONTS DE SPÉCULATION**

Il existerait actuellement 3 nouveaux phénomènes spéculatifs succédant à celui des subprimes et du crédit. Des nouvelles bulles financières destinées à permettre aux investisseurs spéculateurs de gagner de l'argent sur des actifs qui ne sont pas toujours intrinsèquement rentables.

### **1. Bulle du prix des actifs**

Pour Yves Szotowski, économiste en chef de la Coface, «*Les marchés montent trop vite*» notamment dans les marchés boursiers émergents et dans ceux des cours des matières premières. Même si de nombreux investisseurs demeurent encore très prudents à l'égard des actions, «*L'optimisme actuel des marchés financiers est en effet très décalé par rapport à la reprise de l'économie réelle*» lui faisant ainsi redouter «*Une trop forte volatilité de tous ces marchés dans les pays industrialisés*».

### **2. Bulle chinoise**

La Chine a mis en place en 2009 un plan de relance économique gigantesque. Elle a donné alors un signal fort à ses banques qui ont réagi en ouvrant les vannes. Depuis, on achète tout ce qu'on peut acheter à crédit. Pourtant la restriction conjointe par les autorités chinoises de l'offre de financement dans les secteurs en surcapacité est de nature à déstabiliser les entreprises les plus fragiles. Or, avec un retard évident d'expérience, beaucoup d'investisseurs en Chine pensent que dans une économie en plein boom on peut gagner de l'argent en spéculant en bourse et en surpayant les actions.

### **3. Bulle de l'endettement public**

Selon The Economist, la dette publique mondiale s'élève à 35 000 Milliards de dollars alors même que les derniers chiffres du FMI indiquent que la dette publique des 10 pays les plus riches doit passer de 78% du PIB en 2007 à 114% d'ici 2014, même s'il n'est pas vraiment envisagé de risque de défaut de paiement des Etats. Le problème, c'est que les solutions proposées par les Etats surendettés reposent intégralement sur le fait qu'il devrait y avoir dans 5 ans un horizon favorable fondé sur un retour à la normale de la consommation des ménages. Dans cette optique, le plus grand risque est que les grands Etats occidentaux ne pratiquent alors que des politiques de restrictions budgétaires (comme c'est le cas actuellement en Grèce) dont la conséquence se traduirait alors par moins d'activité et donc un coup d'arrêt de la croissance.

## QUELS SONT LES CONTOURS DU NOUVEL ORDRE FINANCIER ? (2009)

Le plan de sauvetage prévu lors du dernier G20 prévoit que les Etats recourent à des mesures budgétaires destinées à soutenir la demande et à pratiquer une politique monétaire adéquate. Dans ce nouvel «ordre financier», l'industrie bancaire va devoir modifier ses pratiques en s'appliquant à elle-même des remèdes considérés comme drastiques. En premier lieu, il est prévu d'agir sur les banques d'investissement spéculant pour leur propre compte type Hedge funds, dont les produits dits spéculatifs représentent actuellement un montant de près de 60 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB mondial. En 4 mois de crise, celles-ci auraient perdu 20% de leurs fonds. Les principales actions techniques prévues à l'échelle mondiale concernent la mise en place de nouvelles régulations financières :

- . Incitations pour des investissements à long terme avec moins d'endettement ;
- . Changement des normes comptables et des règles prudentielles en vue d'amortir les chocs plutôt que les amplifier ;
- . Encadrement des marchés de produits dérivés ;
- . Encadrement des rémunérations des traders et abandon des parachutes dorés ;
- . Réforme des agences de notation...

Du côté des banques centrales, celles-ci vont se doter de nouveaux modèles et outils spécifiques pour calmer les spéculations immobilières et les délires boursiers. Il est prévu une nouvelle gouvernance de la finance mondialisée ainsi qu'une autre politique de liquidité interbancaire. En matière concurrentielle, la tendance est déjà à la naissance de géants européens qui vont se partager «*Les dépouilles des banques défailtantes*» dans le but de faire jeu égal avec les monstres bancaires américains et asiatiques. La souveraineté des Etats va également être renforcée en s'attaquant, par exemple, aux paradis fiscaux et en faisant carrément de l'ingérence financière, ce qui fait dire à Paul Laudicina, fondateur de Global Business Policy Council, que «*Le secteur privé va subir une véritable tornade de nouvelles réglementations*». Même plainte de la part du patron du FMI pour qui le multilatéralisme doit reprendre l'avantage, car «*Le monde doit compter davantage sur les institutions multilatérales avec un nombre de membres quasi universels. Aucun pays qui veut prendre part au système international ne doit être laissé dehors.*»

## LES CONSÉQUENCES POUR LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE

Le politologue John Gray estime, de son côté, que cette crise financière a fait perdre à l'Amérique du Nord son statut de superpuissance du système financier mondial. Il prédit même que «*Nous vivons un tournant géopolitique historique, dans lequel l'équilibre des pouvoirs sur la planète est irrévocablement modifié. L'ère de la domination américaine commencée avec la Seconde Guerre mondiale est terminée*». Pour ce qui concerne l'Europe, si la grande dépression est évitée, il est attendu une longue période de croissance anémique et d'assagissement financier qui va se traduire mécaniquement par un moindre recours au crédit de la part des ménages. A l'horizon de 2 ou 3 ans, le principal risque est celui de la déflation provoquée par la nécessité d'apurer les dettes, plutôt que par une envolée de l'inflation provoquée par la hausse des matières premières. Quant aux conséquences sur les pays émergents, le socle paraît suffisamment solide pour faire dire à Patrick Artus, directeur des études économiques de Natixis, que «*La croissance des émergents ne dépend pratiquement que de leur demande intérieure*» ce qui élimine de facto une bonne part des effets déflationnistes sur les autres parties du monde. Toutefois, selon lui, «*La machine à fabriquer des bulles*» n'est pas définitivement cassée «*Parce que la liquidité reste très abondante dans le monde, même si elle ne va pas là où il faut et que les politiques monétaires, aux Etats-Unis comme dans les pays émergents, restent très accommodantes.*»

### . Conséquences prévues en France en 2009, avec, entre parenthèses le niveau comparé en 2007 :

- . Un PIB de 0,5% (2,2%)
- . Une inflation de 2% (1,7%)
- . Une augmentation de +8% du nombre de faillites d'entreprises
- . Une croissance du pouvoir d'achat de 0,5% (3,3%)
- . Un investissement des entreprises limité à 0,4% (7,4%)
- . Une croissance de la consommation des ménages de 0,8% (2,3%)

- . Un taux de chômage passant de 7,2% à 8,5%
- . Une chute de -15% du prix de la pierre
- . Un taux de 35% de refus des prêts immobiliers
- . Un déficit public prévu de 67 Milliards d'euros soit 3,4% du PIB

Source : L'Expansion

## **LE «VOL DES VAUTOURS» (2008)**

Selon la dernière estimation de la Banque mondiale, il existerait 46 fonds «vautours» agissant en prédateur sur l'endettement des pays du Sud parmi les plus endettés. Le Cameroun, le Nicaragua, la République du Congo et l'Ouganda seraient les principales victimes de ces fonds qui opèrent principalement à partir des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des Iles Vierges britanniques. Le principe mis en place est le suivant : Les fonds rachètent à bas prix la dette des pays du Sud et tentent ensuite d'en obtenir le remboursement intégral devant les tribunaux en demandant, en plus, de lourdes pénalités. 25 fonds auraient ainsi obtenu gain de cause en récupérant au total un milliard de dollars pour des créances initiales de 427 millions. Un business également juteux pour les avocats, juristes et autres financiers sans scrupule qui exigent, par ailleurs, le règlement d'indemnités de la part des pays concernés.

## **UN VRAI «BING BANG» FINANCIER (2008)**

La crise financière qui a frappé l'Occident est la plus grave enregistrée depuis 1929 en ayant englouti plus de 14 000 milliards de dollars, soit 6 fois le PIB de la France. Selon les experts, ce «bing bang financier» est le résultat d'une parenthèse de 30 ans de laisser-faire financier, ouverte par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, et prônant une «*déréglementation maximale avec un Etat minimal*». Cette déréglementation des marchés de l'argent depuis le début des années 80 a conduit à des excès massifs d'endettement via les effets de levier des produits dérivés et une désintermédiation excessive. En 2008, tous les économistes sont d'accord pour dire que nous sommes entrés durablement en récession. Sous l'angle du dogme capitalistique, la croyance financière fondée sur la diffusion maximale du risque vient d'être mise à mal. Le problème n'est pas tant que des maillons faibles aient sauté, type lâchage de Lehman Brothers par l'administration Bush à la suite de la crise des subprimes et dont la faillite a ensuite déstabilisé l'ensemble du système financier, mais surtout que la crise actuelle se nourrisse principalement de facteurs psychologiques. C'est le plus grand risque de rechute selon Christian Parisot, chef économiste chez Aurel Leven, pour qui «*Ce sont eux qui paralysent tout le monde*». De son côté, le FMI qui n'a rien vu venir (ou ne l'a pas dit) annonce pour 2009 la pire récession depuis 1945. Après avoir étudié plus de 127 crises financières dans 27 pays, il souligne que «*La remise à flot des banques coûte en moyenne 13 à 14% de la richesse nationale et, même après avoir bradé les actifs «toxiques», la perte de croissance peut atteindre jusqu'à 20% du PIB*».

## **LA CRISE DE 1929**

Elle résulte également, à l'époque, de l'éclatement d'une bulle spéculative boursière (et non immobilière comme aujourd'hui) ayant entraîné une chute des cours de -85% sur 3 ans. La banque centrale américaine, Fed, ayant tardé à prendre la mesure de la crise il s'ensuit une crise bancaire généralisée puis la Grande Dépression qui va toucher la plupart des pays occidentaux. Entre 1929 et 1933, la production industrielle des Etats-Unis chute de moitié et le PIB de 30%, alors que le chômage explose et touche 25% de la population active. Il s'ensuit la mise en place d'un New Deal aux Etats-Unis et, de manière concomitante, la proclamation du III<sup>e</sup> Reich en Allemagne...

## **L'EFFET CATASTROPHE POUR LES PME, TPE (2008)**

Alors que le G20 s'est engagé à créer une nouvelle architecture financière mondiale afin de remplacer «*L'obsolescence d'un bon nombre de principes de l'organisation économique du monde d'après-guerre*»

dixit le président russe Medvedev, il semble que *«Les mesures prises en Europe vont dans le bon sens»* confirme Jean-Paul Betbèze, directeur des études économiques du Crédit Agricole, même *«s'il faut maintenant s'armer de patience et attendre que les remèdes agissent»*. Une position qui n'est pas forcément du goût des PME et TPE en observant les effets actuels de la restriction du crédit sur l'économie du réel. Une étude de la Banque de France reprise par le Cerf (Créateurs d'emplois et de richesse de France) révèle que *«Depuis le mois de juillet, 77% des banques ont durci leurs critères d'attribution de crédits aux entreprises et les perspectives pour la fin 2008 ne sont guère meilleures. Il apparaît aujourd'hui que ce phénomène est une des principales causes de l'augmentation des défaillances d'entreprises»*. Dans le quotidien des chefs d'entreprise, il est vrai que les effets concrets de la crise se caractérisent trop souvent par des comportements bancaires défilant toutes les règles de loyauté et d'éthique vis-à-vis de leurs clients. Une situation que déplore le Cerf et qui s'est déjà traduit par *«6 mois durant lesquels les banques ont systématiquement démenti avoir fermé le robinet à liquidités et tentent par tous les moyens de reconstituer leurs marges. 6 mois pendant lesquels les «représentants officiels» des entreprises se sont tus et n'ont pas expliqué aux pouvoirs publics que les TPE-PME étaient en grand danger. 6 mois pendant lesquels la démocratie sociale a de fait été en panne. 6 mois enfin pendant lesquels les mesures appropriées n'ont pas été prises pour amortir la crise économique et financière.»*

## **MESURES D'URGENCE POUR TPE-PME**

Afin de pallier la déficience des banques en matière de découvert et de crédit, le Cerf propose d'apporter une réponse urgente et concrète aux difficultés de trésorerie rencontrées par les petites et moyennes entreprises. Il s'agit de reporter et d'échelonner, à titre provisoire, le montant de la TVA de novembre (voire d'autres mois) tout en appliquant dessus un taux de crédit. Ce type de soutien «fiscal» géré par chaque centre des impôts serait lui-même alimenté par les 17 milliards d'euros promis par le gouvernement pour le crédit aux entreprises. Un circuit court qui aurait ainsi le mérite de réduire le nombre prévisible de défaillances d'entreprises donc d'éviter, pour l'Etat, des pertes massives de recettes dans les mois à venir.

Contact : [www.lescreateurs.org](http://www.lescreateurs.org)

## **UNE COLONISATION ÉCONOMIQUE À L'ENVERS (2008)**

Récemment encore on pensait que les Hedge funds et les fonds d'investissement privés étaient les seuls ogres du business planétaire. C'était oublier les fonds souverains qui dépendent directement des Etats. D'après le FMI, les coffres-forts des Etats disposeraient de plus de 2 000 milliards d'euros, soit 6 fois plus qu'il y a 15 ans et 2 fois plus que les fonds spéculatifs. A en croire les experts, ces fonds devraient même tripler d'ici 2012 pour atteindre les 6 000 Md€. Si certains pensent que les fonds souverains sont une opportunité à court terme pour les pays occidentaux, ce qui est vrai, le prix à payer sera certainement fort à moyen et à long terme et ce, d'autant plus, qu'il existe une certaine opacité générale dans les stratégies d'investissement. L'un des plus grands risques lié aux fonds souverains est que ces derniers deviennent progressivement de plus en plus exigeants, voire menaçants, en imposant en sous-main des hausses de cours des matières premières ou en utilisant certains leviers de négociation sur le plan de la politique étrangère. Des pays comme Abu Dhabi (590 Md€), la Norvège (213 Md€) ou la Chine (135 Md€) en ont largement les moyens au niveau de la finance internationale. Ils peuvent aujourd'hui, d'un simple claquement de doigt, se payer tout le CAC 40 c'est-à-dire le fleuron des entreprises françaises. Face à cette nouvelle puissance financière, les 40 milliards de la Caisse des dépôts et Consignations apparaissent un peu maigrichons pour refouler les prétendants. Il est vrai également que les grandes banques ont été heureuses de les trouver pour financer les pertes liées aux «subprimes» américains. Il est d'ailleurs envisagé que les fonds souverains contribuent à hauteur de 60 milliards d'euros par an pour permettre aux banques de rester en capacité de prêt.

## **D'OÙ VIENT CET ARGENT ?**

Principalement de la manne pétrolière pour les pays producteurs, lesquels pensent déjà à préparer l'après-pétrole en n'hésitant plus, pour cela, à faire monter le cours du pétrole. C'est également le cas des fabuleux excédents commerciaux engrangés par plusieurs pays d'Asie avec le reste du monde.

Selon Nicolas Baverez, historien et économiste, «*Le Sud représente désormais la moitié de la production mondiale. Ses fonds souverains moissonnent les actifs et les technologies du Nord*». Il est vrai qu'après une longue période de placements en «bon père de famille» dans l'immobilier ou l'achat de bons du Trésor américains, les fonds souverains se mobilisent dorénavant vers l'acquisition de parts dans le capital des grandes entreprises selon un principe de stratégie d'intégration verticale. En seulement un an, 40 milliards d'euros ont été investis dans les plus belles sociétés de la planète avec des prises participation parmi des mastodontes comme Citygroup, UBS, Morgan Stanley, Barclays, Merrill Lynch, Sony, EADS, Volkswagen ou encore, les grands ports américains dont celui de New York... En France, selon Europlace, les fonds souverains auraient déjà acquis 4% du CAC 40 et plusieurs projets sont en cours concernant Bouygues, Areva, Sanofi-Aventis...

**. Encours des principaux fonds souverains en milliards de dollars (base 2007) :**

1 300	Abu Dhabi
445	Singapour
315	Norvège
300	Arabie Saoudite
250	Koweït
200	Chine
158	Russie

Source : Natexis

**1.880 MILLIARDS DE DOLLARS DE TRANSACTIONS PAR JOUR (2005)**

Les échanges de devises sur les marchés des changes sont en nette progression ces dernières années après une baisse entre 1998 et 2001. Si les fonds spéculatifs interviennent pour beaucoup dans cet emballement, la monnaie dollar confirme sa position dominante sur le reste des autres devises, avec 61% des échanges contre seulement 8% pour l'euro. Londres est toujours le premier marché mondial des changes avec 31% de part de marché devant New York (19%) et Tokyo (8%) avec très loin derrière la place de Paris (3%).

**. Echanges quotidiens sur le marché des changes, en milliards de dollars depuis 15 ans :**

1989	650
1992	840
1995	1.120
1998	1.590
2001	1.380
2004	1.880

Source : Bri

**SUBVENTIONS PUBLIQUES : 7000 EN LIGNE (2005)**

Un nouveau site lancé par Microsoft avec des partenaires publics et privés, baptisé «Cap Subventions Union européenne», propose désormais en ligne 7000 subventions publiques disponibles en Europe permettant ainsi aux entreprises d'effectuer elles-mêmes leurs démarches.

Contact : [www.microsoft.com/France/entrepreneur/subventions/home.aspx](http://www.microsoft.com/France/entrepreneur/subventions/home.aspx)

## **CAPITALISATION BOURSIÈRE, UNE FORTE DÉPENDANCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE (2000)**

Actuellement, plus de 80% des transactions effectuées à la Bourse de Paris sont le fait d'investisseurs étrangers. Selon l'Observatoire européen de l'épargne, la France serait devenue le premier pays industrialisé soumis à une forte dépendance financière étrangère. Avec un niveau record de 35,7% de capitalisation boursière détenue par des investisseurs hors frontière, la France se placerait loin devant le Royaume-Uni (24%) ou les Etats-Unis (6,8%). Cette situation de dépendance financière est d'autant plus exceptionnelle et inquiétante pour l'avenir du pays, qu'à ce taux de propriété «étrangère» du capital des entreprises françaises s'ajoute le poids économique et social de plus en plus important des multinationales étrangères.

### **. Proportion des non-résidents dans la capitalisation boursière en %, base 1999 :**

France	35,7
Espagne	33,0
Suède	32,0
Royaume-Uni	24,0
Allemagne	15,6
Japon	13,3
Italie	12,8
Etats-Unis	6,8

*Source : Observatoire européen de l'épargne*